

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-020**

### **DU 28 JANVIER 2022**

#### **AUGMENTATION DU CAPITAL DU PARIS REGION VENTURE FUND (PRVF)**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, notamment en ses articles 107 et 108 ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

**VU** la délibération n° CP 11-185 du 10 mars 2011 portant adoption du Fonds Régional de Co-Investissement Ile-de-France (FRCI IDF) ;

**VU** la délibération n° CP 2017-220 du 17 mai 2017 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale #leader pour la croissance, l'emploi et l'innovation : Accompagner les startups franciliennes dans leur croissance en facilitant leur accès au financement : - mobiliser des prêts d'honneur ciblés sur les entreprises innovantes - développer ses fonds propres au moyen du Paris Region Venture Fund (ex-Fonds Régional de Co-Investissement) ;

**VU** la délibération n° CP 2017-496 du 18 octobre 2017 relative au Paris Région UP – Attribution des subventions dans le cadre des dispositifs PM'up, TP' up ET BACK' up, Innov'up proto – augmentation du capital du Paris Region Venture Fund (ex-Fonds Régional de Co-Investissement) – dotation au dispositif de prêts d'amorçage ;

**VU** la délibération n° CP 2019-358 du 17 octobre 2019 relative au Paris Région UP – aides PM'up, TP' up et Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 6ème rapport pour 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2019-493 du 20 novembre 2019 relative au Paris Région UP – aides PM'up, TP' up, Innov'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 7ème rapport pour 2019 ;

**VU** la délibération n° CP 2020-388 du 23 septembre 2020 relative au Soutien aux Projets et Événements Innovation ;

**VU** la délibération n° CP 2020-491 du 18 novembre 2020 relative au Paris Région UP - aides PM'up, TP'up et autres dispositifs mobilisés pour les entreprises franciliennes – 6ème rapport pour 2020 ;

**VU** le comité régional de programmation (CRP) du 13 juillet 2017 approuvant la convention attributive d'une aide européenne dans le cadre de l'opération Paris Region Venture Fund ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 22 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** l'avis de la commission du développement économique et de l'innovation ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-020 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 : Augmentation de capital du Paris Region Venture Fund**

Autorise l'augmentation de capital d'un montant 4,1 M€ en numéraire, pour la souscription de 4 100 000 actions d'une valeur nominale de 1 € chacune.

Adopte les statuts modifiés de la SAS Paris Region Venture Fund, détaillés en annexe 1 à la présente délibération.

Autorise la présidente du conseil régional à signer les statuts ainsi modifiés de la SAS Paris Region Venture Fund.

Autorise la présidente du conseil régional à signer tout document et à réaliser tous les actes nécessaires à l'apport de ces fonds.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 28 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 28 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-lmc1135937-DE-1-1) et affichage ou notification le 28 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXE A LA DELIBERATION**

## **Annexe : Modifications des statuts PRVF**

## **« Paris Region Venture Fund »**

**Société par Actions Simplifiée**  
au capital de 45 700 000 d'euros  
siège social : 45 rue Boissière - 75116 PARIS  
533 567 566 RCS Paris

## **STATUTS**

La soussignée :

**REGION ILE-DE-FRANCE:**

Ayant son siège social à Saint-Ouen (93400), 2 rue Simone Veil.

Représentée par sa présidente Madame Valérie PECRESSE

Habilitée à cet effet par les délibérations du conseil régional Île-de-France CR 40-10 du 30 septembre 2010 et de la commission permanente CP 11-185 du 10 mars 2011.

A établi les statuts constitutifs de la Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle qu'elle a décidé de constituer.

**TITRE I.**

**FORME - DÉNOMINATION - OBJET - DURÉE - SIÈGE**

**ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé par l'Associé Unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une Société par Actions Simplifiée régie par les présents statuts par les dispositions légales et réglementaires applicables, notamment le code civil et le code de commerce.

La Société est susceptible d'opter pour le régime fiscal des Sociétés de Capital Risque, instauré par la loi du 11 juillet 1985.

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

**ARTICLE 2 - DÉNOMINATION**

La dénomination sociale de la Société est : « Paris Region Venture Fund ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

**ARTICLE 3 - OBJET**

La Société entend se conformer à la directive 2011/61/UE sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (directive dite « AIFM »), ainsi que ses textes d'application (notamment le règlement délégué (UE) n° 231/2013 de la Commission du 19 décembre 2012), tels que ceux-ci ont été transposés en droit français et pourront être révisés, complétés, ou faire l'objet d'une substitution ultérieurement (ci-après la « **Règlementation AIFM** »).

La Société a pour objet la levée de capitaux auprès d'un ou plusieurs investisseurs privés ou publics en vue de les investir dans des jeunes entreprises innovantes franciliennes et de leur apporter son concours aux premiers financements, conformément à une politique d'investissement définie par la Société et, ou sa Société de Gestion (telle que définie ci-après), dans l'intérêt de ses investisseurs en vue de générer un rendement.

Plus particulièrement, la Société a pour objet :

- le renforcement, par l'intermédiaire de prises de participations, des fonds propres et quasi fonds propres des Petites et Moyennes Entreprises au sens de la réglementation de l'Union Européenne (annexe I du règlement d'exemption n° 800/2008 du 6 août 2008 – Règlement Général d'Exemption par Catégorie ou toute autre réglementation communautaire qui viendrait s'y substituer), ayant leur siège social ou un établissement en région Île-de-France ; et notamment les TPE/PME/PMI présentant un caractère innovant ;
- la gestion et l'administration desdites participations ;
- le placement des fonds disponibles ;
- la participation, par tous les moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat d'actions ou droits sociaux, de fusion d'avances en compte courant ou autrement.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, qui s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

#### **ARTICLE 4 - DURÉE**

La durée de la Société est fixée à seize (16) années, à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, prorogeable deux (2) fois chaque fois pour une durée d'un (1) an, sur décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés, sauf dissolution anticipée.

#### **ARTICLE 5 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social de la Société est fixé au 45 rue Boissière, 75116 Paris.

Il pourra être transféré à tout autre endroit de la région Ile-de-France par décision du président, sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

En cas de transfert, le président est habilité à modifier le présent article 5 des statuts.

### **TITRE II.**

#### **APPORTS - CAPITAL SOCIAL**

#### **ARTICLE 6 - APPORTS**

Lors de la constitution de la Société, il a été fait à la société des apports en numéraire d'un montant total de SIX MILLIONS EUROS (6.000.000 €), correspondant à la souscription et libération intégrale de 6.000.000 actions d'une valeur nominale de 1 euro (1 €) chacune.

Par décision de l'Associé Unique en date du 13 novembre 2013, le capital social a été augmenté d'une somme de TROIS MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (3.500.000 €), par émission de 3.500.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'Associé Unique en date du 15 mai 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLIONS CINQ CENT MILLE EUROS (2.500.000 €), par émission de 2.500.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du 16 avril 2015, le capital social a été augmenté d'une somme de TROIS MILLIONS EUROS (3.000.000 euros), par émission de 3.000.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du 19 novembre 2015, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLIONS D'EUROS (2.000.000 euros), par émission de 2.000.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du 15 novembre 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de SEIZE MILLIONS QUATRE CENT MILLE EUROS (16.400.000 euros), par émission de 16.400.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du 22 novembre 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de HUIT MILLIONS DEUX CENT MILLE EUROS (8.200.000 euros), par émission de 8.200.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

Par décision de l'associé unique en date du XX mois 2022, le capital social a été augmenté d'une somme de QUATRE MILLIONS CENT MILLE EUROS (4.100.000 euros), par émission de 4.100.000 actions nouvelles, entièrement souscrites et libérées.

#### **ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social, entièrement libéré, est fixé à la somme de QUARANTE ET CINQ MILLIONS SEPT CENT MILLE EUROS (45.700.000 euros), divisé en 45.700.000 actions de valeur nominale de 1 euro (1 €) chacune, toutes de même catégorie, entièrement souscrites et intégralement libérées de leur valeur nominale.

#### **ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PRÉFÉRENCE**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de quiconque, associé ou non.

La Société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent.

Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

#### **ARTICLE 9 - MODIFICATIONS DE CAPITAL**

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés par les moyens et selon les modalités prévues par la Loi pour les sociétés anonymes.

#### **ARTICLE 10 - ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES AUTRES QUE DES ACTIONS**

L'émission d'obligations, dès lors qu'il ne s'agit pas de valeurs mobilières donnant accès à terme au capital, est décidée ou autorisée par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

La Société peut émettre des valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances. L'émission de ces valeurs mobilières est décidée ou autorisée par décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés et s'effectue selon les modalités prévues par le code de commerce pour les sociétés anonymes.



## **ARTICLE 11 - FORME DES TITRES DE CAPITAL**

Les titres de capital et autres valeurs mobilières pouvant être émis par la Société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits en compte au nom de leur propriétaire.

## **ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT ACCÈS AU CAPITAL**

Toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du cédant ou de son représentant qualifié.

## **ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX TITRES DE CAPITAL**

L'Associé Unique ou la collectivité des associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits des titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la Société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

## **TITRE III.**

### **ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ – COMITÉ D'INVESTISSEMENT**

## **ARTICLE 14 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ**

### **14.1 Fonction – Nomination – Durée du mandat - Rémunération**

La Société est représentée et dirigée par un président, nommé par décision de l'associé unique.

Toute personne, physique ou morale, peut être désignée président.

Le président ne peut démissionner de ses fonctions que sous réserve d'un préavis de trois (3) mois.

L'Associé Unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du président, étant entendu que le président est révocable ad nutum et que l'Associé Unique ou la collectivité des associés ne sera donc pas tenu de justifier d'un quelconque motif pour révoquer le président. La révocation du président ne peut en aucun cas donner lieu à dommages-intérêts.

Le Président pourra percevoir une rémunération qui sera déterminée par le Conseil de surveillance.

### **14.2 Pouvoirs du président**

Le président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'Associé Unique ou la collectivité des associés et au conseil de surveillance.

## **ARTICLE 15 - CONSEIL DE SURVEILLANCE**

Il est institué un conseil de surveillance dont la composition, les pouvoirs et le fonctionnement, respectent les conditions suivantes :

### **15.1 Composition**

Le conseil de surveillance est composé de membres, personnes physiques ou morales, dont le nombre est au minimum de 5 et au maximum de 7. Peuvent avoir la qualité de membres :

- Un représentant du conseil régional, désigné par sa présidente ;
- Un à trois représentants de l'écosystème francilien : incubateurs, pôles de compétitivité, laboratoires ou universités de recherche, plateformes de prêts d'honneur ou organismes assimilés ;
- Un représentant des réseaux de business angels ;
- Deux représentants du marché (personnalité qualifiée apportant son expertise dans le capital investissement).

Le conseil de surveillance peut élire parmi ses membres un président et un vice-président.

Les membres sont nommés par la présidente du conseil régional, pour une durée de trois (3) ans, venant à échéance à l'issue de la décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les fonctions de membre du conseil de surveillance sont renouvelables, sans limitation.

Deux représentants de la société de gestion assistent également aux réunions du conseil de surveillance en tant qu'invités.

Afin de l'assister et de le conseiller, le conseil de surveillance pourra désigner à l'unanimité de ses membres et pour une période de trois (3) ans, un maximum de trois (3) censeurs, tous bénévoles.

Un censeur est désigné de droit par la région Île-de-France.

Les censeurs ne disposent que d'une voix consultative lors des délibérations du conseil et il peut être mis fin à leurs fonctions à tout moment, sans préavis ni indemnités.

Les membres du conseil de surveillance ou les censeurs ne représentent pas la Société et ne sauraient l'engager.

## **15.2 Fonctions et pouvoirs**

Le conseil de surveillance est chargé de l'orientation de la stratégie et de la politique d'investissement de la Société, qui est mise en œuvre par le président.

Il surveille et évalue l'exécution de la convention de gestion de la Société signée avec la société de gestion, et émet le cas échéant des observations sur les conditions d'exécution de la mission.

A toute époque de l'année, il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et se fait communiquer les documents qu'il estime utiles pour l'accomplissement de sa mission.

Le conseil de surveillance examine le rapport de gestion préparé par la société de gestion.

Il peut préciser et définir, notamment :

- La politique d'investissement de la Société ;
- Les modalités d'intervention en fonds propres et quasi fonds propres ;
- Les modalités et règles de sélection des différents prestataires ;
- 

Il examine les comptes annuels, qui sont arrêtés par le président avec l'assistance de la société de gestion, en vue de les soumettre à l'approbation de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés.

Le conseil de surveillance se réunit par ailleurs aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur convocation de son président ou de son vice-président.

Le conseil de surveillance peut se réunir par visioconférence ou par acte sous seing privé signé par tous ses membres ou se prononcer par écrit. Il peut être convoqué par tous les moyens, même verbalement.

Le conseil de surveillance diffuse à l'issue de chaque réunion et dans un délai de deux mois au maximum, un compte rendu écrit synthétisant ses avis et/ou recommandations concernant la stratégie. Ce compte rendu est soumis à l'approbation des membres la séance suivante.

Sous réserve de la présence d'un quorum d'au moins la moitié de ses membres, le conseil de surveillance statue à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, la voix du président du conseil de surveillance est prépondérante.

Aucun membre du conseil de surveillance n'est investi de pouvoirs de représentation de la Société envers les tiers et ne peut engager celle-ci de quelque manière que ce soit.

Le conseil de surveillance détermine la rémunération du président.

## **ARTICLE 16 - COMITE D'INVESTISSEMENT**

### **16.1 Composition**

Le comité d'investissement est composé d'un maximum de cinq (5) membres désignés par la présidente du conseil régional. Les membres se répartissent de la façon suivante :

- Deux représentants de la région Île-de-France ;

- Un représentant de l'écosystème francilien : des incubateurs, pôles de compétitivité, laboratoires ou universités de recherche, plateformes de prêts d'honneur ou organismes assimilés ;
- Deux représentants ou experts du marché (sphère financière et économique) ;

Compte tenu de la spécificité de certains projets, des membres spécialisés ou des experts viendront à titre exceptionnel s'adjoindre aux membres du Comité d'Investissement sur invitation de la Société de gestion. Leurs avis sont consultatifs.

Le conseil régional dispose toujours d'un représentant de droit au sein du comité d'investissement, qui est une personne physique membre des services économiques de la région Île-de-France.

Les membres du comité d'investissement sont désignés jusqu'à révocation.

Les membres sont désignés *intuitu personae*, ils ne peuvent pas se faire représenter, sauf par un autre membre du comité.

Aucun membre du comité d'investissement n'est investi de pouvoirs de représentation de la Société envers les tiers et ne peut engager celle-ci de quelque manière que ce soit.

Il est demandé à chacun des membres un engagement écrit de confidentialité sur toutes les informations qui leur sont données dans le cadre de ce comité.

## **16.2 Fonctions et pouvoirs**

Le président de la société de gestion réunit le comité d'investissement aussi souvent que cela est nécessaire au fonctionnement de la Société.

Il désigne un autre membre de la société de gestion pour le suppléer dans cette mission en cas d'empêchement ponctuel.

Sous réserve de la présence d'un quorum d'au moins la moitié de ses membres, le comité d'investissement adopte un avis, par écrit, à la majorité simple des membres présents ou représentés, qui n'est que consultatif, sur le choix des partenaires financiers sélectionnés ainsi que sur les projets de co-investissements présentés par ces derniers.

## **ARTICLE 17 - SOCIETE DE GESTION**

La Société est tenue de désigner une société de gestion de portefeuille régie par les dispositions du titre I bis du livre III du règlement général de l'autorité des marchés financiers conformément à la réglementation AIFM et aussi longtemps que cette réglementation lui sera applicable (la « **société de gestion** ») et de lui déléguer globalement la gestion des actifs levés conformément aux dispositions de l'article L.214-24 du code monétaire et financier. La société de gestion sera désignée par l'Associé Unique ou la collectivité des associés.

## **TITRE IV.**

### **CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

#### **ARTICLE 18 - CONVENTIONS REGLEMENTEES**

En cas de pluralité d'associés, les conventions conclues directement ou par personne interposée entre la Société et

- ses dirigeants ;
- l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ;
- s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce ;
- l'un des membres du conseil de surveillance ou du comité d'investissement,

doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes par le président dans un délai d'un mois de leur conclusion.

Le commissaire aux comptes, s'il en a été désigné un, doit établir un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé avec les personnes intéressées telles que visées au premier paragraphe du présent article. Lors de la décision collective statuant sur les comptes dudit exercice, les associés statuent sur ce rapport.

Les conventions non approuvées par décision collective des associés produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée ou le président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions de l'Associé Unique des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et les personnes intéressées telles que visées au premier paragraphe du présent article, étant précisé que lorsque le président n'est pas associé, les conventions intervenues entre celui-ci, directement ou par personnes interposées, et la Société, sont soumises à l'approbation de l'Associé Unique.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Sous peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la Société de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle un engagement envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale qui serait président de la Société, ainsi qu'aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa, ainsi qu'à toute personne interposée.

#### **ARTICLE 19 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

L'Associé Unique ou la collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la Loi, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires.

## **TITRE V.**

### **DÉCISIONS ET INFORMATION DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS – EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS**

#### **ARTICLE 20 - DOMAINES RÉSERVÉS AUX DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS**

Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérées ci-dessous :

- Approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- Nommer et révoquer le président ;
- Nommer les commissaires aux comptes ;
- Décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- Modifier les statuts ;
- Dissoudre la Société ;
- Donner autorisation préalable à tout emprunt ou engagement similaire.

#### **ARTICLE 21 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS**

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

L'Associé Unique prend toute décision, soit de sa propre initiative, soit à l'initiative du président, qu'il exprime dans un procès-verbal. Dans le premier cas, il en avise le président dans les meilleurs délais. Si la décision intervient à l'initiative du président, ce dernier peut établir un rapport.

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables.

En cas de décision de l'Associé Unique, le ou les commissaires aux comptes sont avisés dans les meilleurs délais et par tous moyens écrits, de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.

En cas de consultation écrite de l'Associé Unique prise à l'initiative soit de l'Associé Unique soit du président, le ou les commissaires aux comptes sont avisés dans les meilleurs délais par tous moyens écrits.

Dans le cas particulier d'une décision relative à l'approbation des comptes, le ou les commissaires aux comptes reçoivent les comptes de la Société au moins trente (30) jours avant la date de la décision et le rapport de gestion du président au moins quinze (15) jours avant la date susvisée.

Le commissaire aux comptes peut occasionnellement dispenser la Société de respecter ces délais.

En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises à l'initiative du président ou du président du conseil de surveillance ou, à défaut, à l'initiative de tout associé (ou groupe d'associés) disposant de plus de 10 % des droits de vote attachés aux actions (un « **demandeur** »). Dans ce dernier cas, le président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives des associés est arrêté par l'auteur de la convocation.

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du demandeur, en Assemblée Générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent s'exprimer aussi par un consentement unanime des associés donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Toutefois, en cas d'Associé Unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

Les décisions collectives sont prises à la majorité des actions ayant le droit de vote, sous réserve des dispositions du paragraphe ci-après.

Nonobstant ce qui précède, et si la Société comporte plusieurs associés, l'unanimité des associés est requise lorsque l'exige la Loi.

### **21.1 Décisions prises en Assemblée Générale**

L'Assemblée Générale est convoquée par un demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée huit (8) jours au moins avant la date de la réunion, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée Générale peut se réunir sans convocation préalable. Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués à l'Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les associés.

L'Assemblée Générale est présidée par le président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'Assemblée.

A chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé (i) par le président de séance et (ii) par au moins un associé, présent ou le mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

### **21.2 Décisions prises par consultation écrite**

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le demandeur à chaque associé et au président si celui-ci n'est pas le demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date d'envoi des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote. Le ou les commissaires aux comptes sont informés, par tous moyens, préalablement à la consultation écrite, de l'objet de ladite consultation.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées au § 21.4 ci-après.

### **21.3 Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle**

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le président, s'il n'est pas le demandeur, sont convoqués par le demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Le ou les commissaires aux comptes sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le demandeur établit, dans un délai de huit (8) jours, à compter de la téléconférence, le projet de procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet, dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque délibération.

Le demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au président, dans les huit (8) jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

A réception des copies signées par les associés, le demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

**21.4** Les décisions de l'Associé Unique ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le président ou un fondé de pouvoir dûment habilité à cet effet.

## **ARTICLE 22 - INFORMATION DES ASSOCIÉS**

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'Associé Unique à l'occasion de toute consultation. L'Associé Unique ou les associés ont, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui leur assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la Société.

Plus particulièrement, l'Associé Unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société, les documents énumérés par l'article L. 225-115 du code de commerce. En cas de pluralité des associés, l'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : (i) l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation, et (ii) l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.



## **TITRE VI.**

### **EXERCICE SOCIAL – COMPTES ANNUELS**

#### **ARTICLE 23 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### **ARTICLE 24 - COMPTES ANNUELS**

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe, ainsi qu'un rapport de gestion de la Société pendant l'exercice écoulé, qu'il présente au Conseil de Surveillance aux fins d'examens et d'avis.

L'Associé Unique ou en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes annuels, après un rapport du commissaire aux comptes, dans le délai de six (6) mois à compter de la clôture de l'exercice.

## **TITRE VII.**

### **AFFECTATION ET RÉPARTITION DU BÉNÉFICE**

#### **ARTICLE 25 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU BÉNÉFICE**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue en-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés qui, sur proposition du président après avis favorable du conseil de surveillance, peuvent, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer à titre de dividende.

En outre, l'Associé Unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition, en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable, il peut être incorporé en tout ou en partie au capital.

Le président de la Société sur avis favorable du conseil de surveillance peut, avant l'approbation des comptes, distribuer des acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la Loi.

L'Associé Unique ou la collectivité des associés a la faculté d'opter pour tout ou partie du dividende ou des acomptes sur dividendes mis en distribution, entre le paiement en numéraire ou en actions des dividendes ou des acomptes sur dividendes.

#### **ARTICLE 26 - PAIEMENT DU DIVIDENDE**

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque et aux lieux fixés par l'Associé Unique ou la collectivité des associés, à défaut, par le président de la Société. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf (9) mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur la requête à la demande du président de la Société.

### **TITRE VIII.**

#### **TRANSFORMATION - DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ**

#### **ARTICLE 27 - TRANSFORMATION – PROROGATION**

La Société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions prévues par les présents statuts et par les dispositions légales en vigueur pour la forme nouvelle adoptée. Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le président de la Société devra provoquer une décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des associés, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée.

#### **ARTICLE 28 - PERTE DE CAPITAL– DISSOLUTION**

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer le capital dans la proportion fixée par la loi, le président de la Société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'Associé Unique ou des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée.